

Investissements privés et publics

Juillet 2022

Québec et ses régions, intentions 2022

Guillaume Marchand

Le présent bulletin, réalisé par l'Institut de la statistique du Québec, est produit à partir de plusieurs sources de données, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada diffusée le 25 février 2022. Il présente les estimations des intentions d'investissements pour l'année 2022. Il s'agit, plus spécifiquement, d'un regard sur les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon la propriété (privée et publique), l'industrie (biens et services), l'actif (construction, matériel et outillage) et le pays ou la province de contrôle par région administrative et par région métropolitaine de recensement (RMR). De plus, ce bulletin expose les estimations pour 2020 des dépenses en immobilisations incorporelles en logiciels, les estimations pour 2021 des dépenses en construction résidentielle ainsi que les intentions pour 2022 des dépenses en immobilisations incorporelles dans la prospection pétrolière, gazière et minérale. Finalement, la publication présente les différences entre les données réelles, provisoires et perspectives diffusées en 2021 et 2022, et ce, par région administrative et RMR.

Par ailleurs, le 28 juillet 2021, date de publication du décret gouvernemental 961-2021, les MRC de Brome-Missisquoi et de La Haute-Yamaska sont passées de la Montérégie à l'Estrie. Les modifications de 2021 aux limites territoriales des régions administratives ont été apportées pour la rédaction de ce bulletin.

Investissements non résidentiels

Au Québec

Selon les intentions pour 2022, les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles devraient atteindre 53,1 milliards de dollars au Québec, une hausse de 11,8 % par rapport à 2021. Il s'agirait d'une croissance supérieure à celle attendue au Canada (8,6 % en 2022). En 2020 et 2021, ces dépenses ont respectivement diminué de 5,7 % et augmenté de 10,1 % au Québec, alors qu'au Canada elles ont baissé de 9,1 % et progressé de 10,4 %.

Coup d'œil régional

Les dépenses en immobilisations se concentreraient principalement dans la région administrative de Montréal en 2022 avec une part de 30,2 % des dépenses de l'ensemble du Québec. En raison de la baisse observée de 14,8 % en 2020, même avec deux années de croissance (3,5 % en 2021 et 10,3 % en 2022), Montréal ne surpasserait pas, en 2022 (16,1 G\$), le niveau de dépenses de 2019 (16,5 G\$). La variation de 10,3 % en 2022 serait principalement attribuable aux secteurs des services d'hébergement et de restauration (+ 140,8 %), des

administrations publiques locales, municipales et régionales (+ 60,5 %), des services publics (+ 36,1 %), des arts, spectacles et loisirs (+ 33,6 %), de la fabrication (23,7 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 22,8 %), des services immobiliers et services de location et de location à bail (+ 12,8 %) ainsi que du transport et de l'entreposage (+ 3,0 %). Le secteur des soins de santé et assistance sociale connaîtrait une baisse de ses dépenses, lesquelles passeraient de 751,1 M\$ à 608,1 M\$ (- 19,0 %).

La Montérégie, deuxième région administrative en importance sur le plan des dépenses en immobilisations, connaîtrait une hausse de 8,3 % en 2022. Cette croissance proviendrait principalement de la fabrication de produits chimiques (+ 93,2 %), des administrations publiques locales, municipales et régionales (+ 85,8 %) et de la première transformation de métaux (+ 30,8 %). Le Nord-du-Québec serait la région administrative qui connaîtrait le taux de croissance annuel le plus élevé (+ 38,4 %), en raison d'une augmentation des dépenses dans les secteurs des services publics (+ 53,8 %) et de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz (+ 36,2 %).

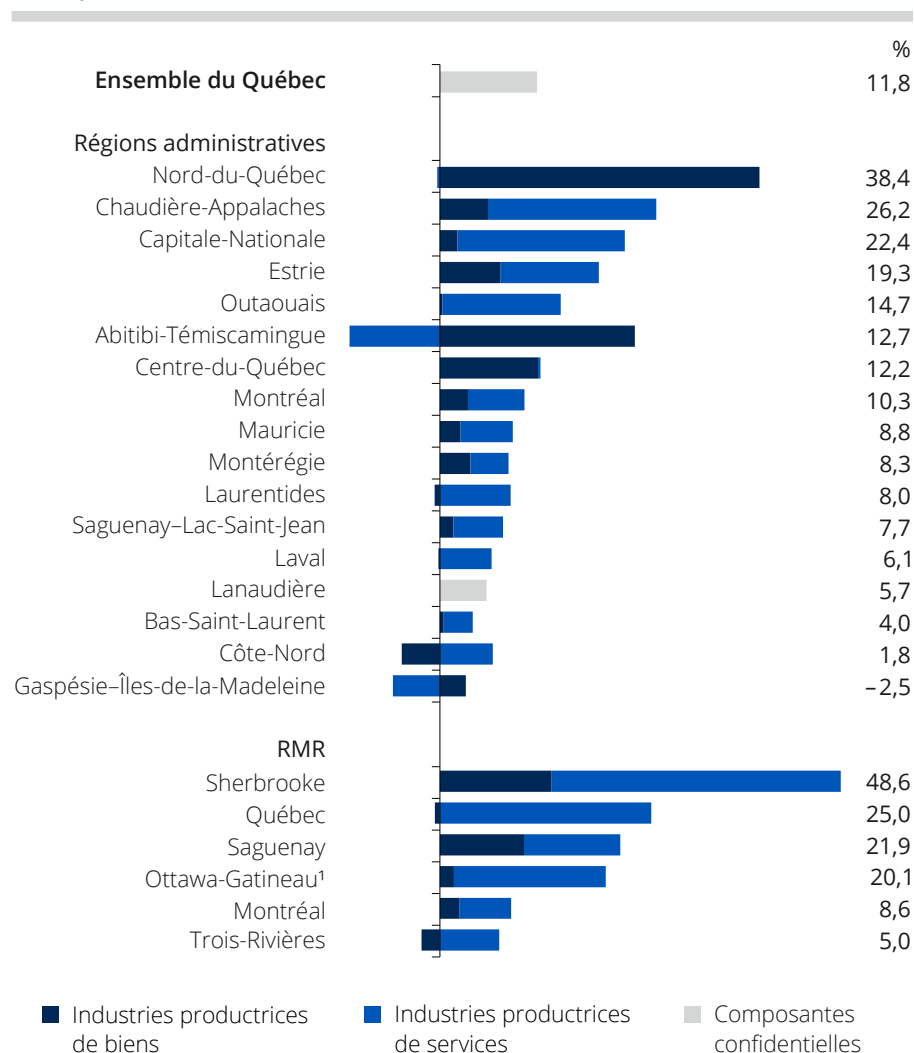
Seize des dix-sept régions administratives du Québec afficheraient une hausse en 2022. Outre le Nord-du-Québec, six régions auraient une croissance supérieure à l'ensemble du Québec : la Chaudière-Appalaches (+ 26,2 %), la Capitale-Nationale (+ 22,4 %), l'Estrie (+ 19,3 %), l'Outaouais (+ 14,7 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 12,7 %) et le Centre-du-Québec (+ 12,2 %). Les hausses proviendraient principalement des secteurs suivants :

- Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz (Abitibi-Témiscamingue) ;
- Services publics (Chaudière-Appalaches, Estrie et Centre-du-Québec) ;
- Fabrication (Estrie et Abitibi-Témiscamingue) ;
- Industrie de l'information et industrie culturelle (Outaouais) ;
- Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (Estrie) ;
- Soins de santé et assistance sociale (Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale et Outaouais) ;
- Administrations publiques provinciales et territoriales (Capitale-Nationale) ;
- Administrations publiques locales, municipales et régionales (Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale, Estrie, Outaouais).

La RMR de Sherbrooke enregistrerait le plus fort taux de croissance annuel, soit une augmentation de 48,6 % en 2022. La hausse des dépenses se trouverait autant dans les industries productrices de biens que dans celles productrices de services, qu'elles soient de propriété privée ou publique.

Figure 1

Variation annuelle des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2022



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Dépenses en immobilisations des entreprises sous contrôle étranger

Au Québec, en 2022, les dépenses des entreprises sous contrôle étranger représentent 19,5 % des dépenses en immobilisations privées et 9,4 % de l'ensemble des dépenses en immobilisations non résidentielles (privés et publiques). Pour l'année 2022, les entreprises sous contrôle étranger prévoient une hausse de 3,2 % de leurs dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées au Québec pour atteindre 5,0 G\$. Du côté des entreprises privées sous contrôle québécois, la hausse atteindrait 8,8 % (dépenses de 17,3 G\$). Pour celles sous le contrôle d'autres provinces canadiennes, la croissance serait de 15,3 % (dépenses de 3,4 G\$).

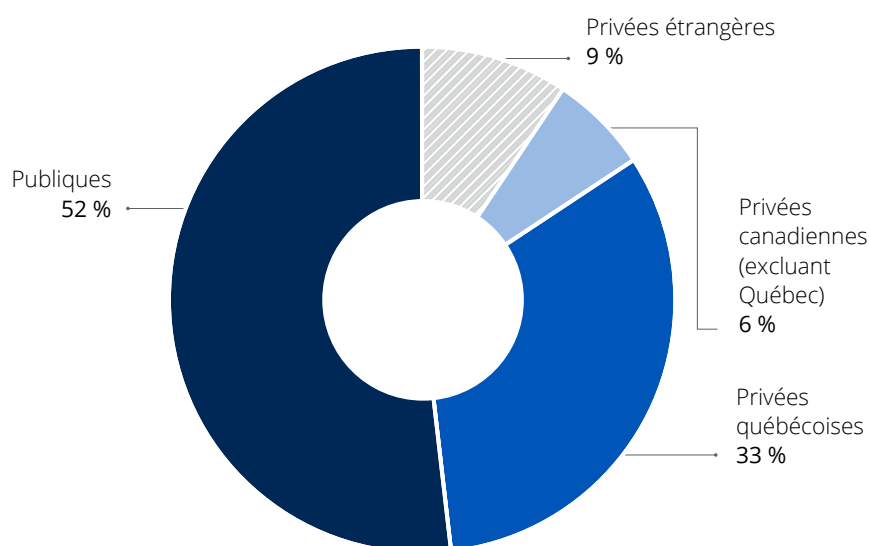
La hausse au Québec des dépenses des entreprises sous contrôle étranger proviendrait, entre autres, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et d'entreprises états-unienues établies dans la Capitale-Nationale.

Les dépenses en immobilisations des entreprises sous contrôle étranger seraient en hausse dans trois RMR en 2022. C'est la RMR de Saguenay qui afficherait le plus fort taux de croissance annuel (+ 25,3 %).

Toujours en 2022, les dépenses des entreprises sous contrôle canadien de l'Abitibi-Témiscamingue augmenteraient de 473,6 M\$ (+ 40,7 %) et celles de l'Estrie de 211,4 G\$ (+ 20,8 %). Pour la RMR de Sherbrooke, la hausse des dépenses se chiffrerait à 198,9 M\$ (+ 64,0 %).

Figure 2

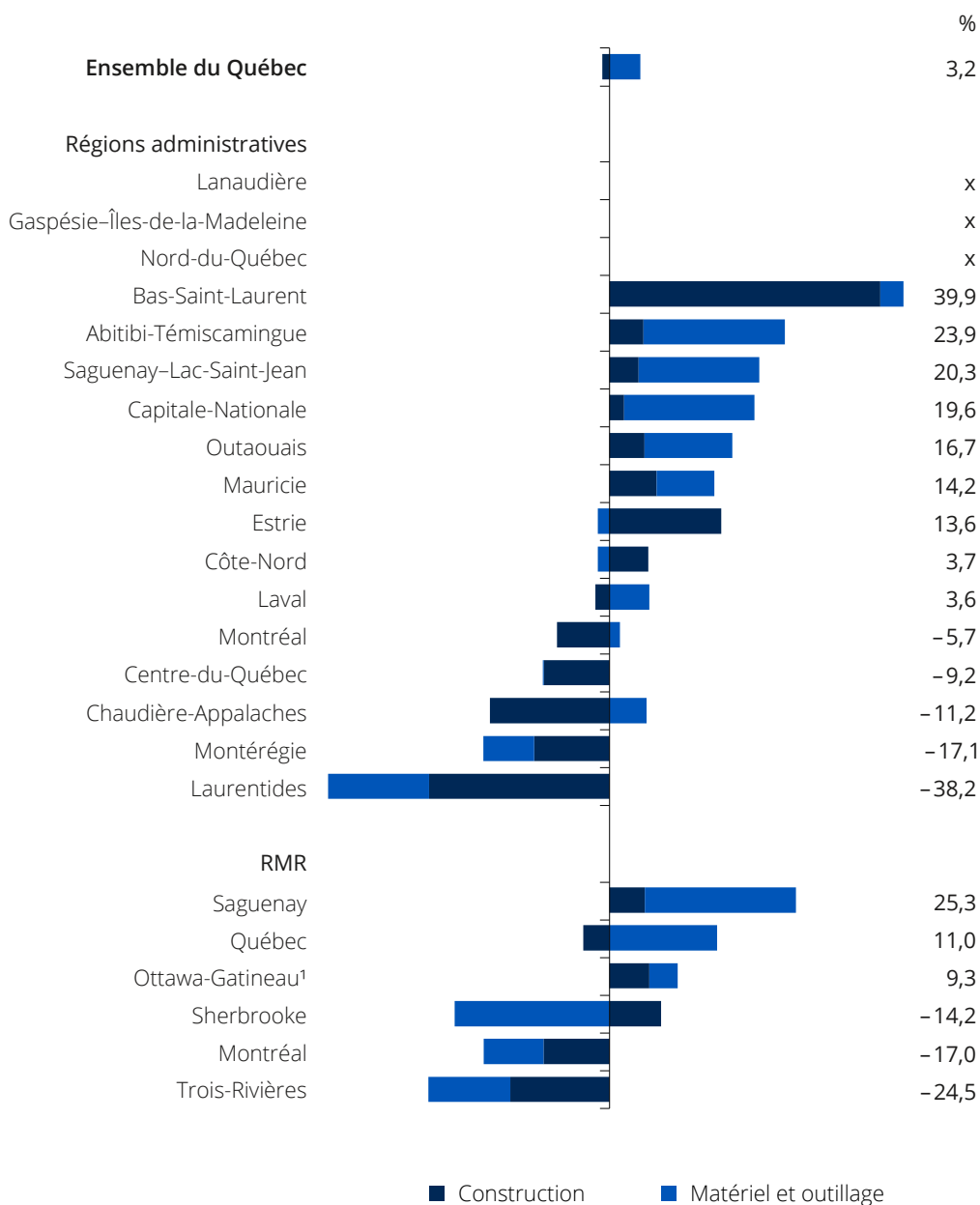
Répartition du contrôle des dépenses en immobilisations non résidentielles, ensemble du Québec, 2022



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, *Liens de parenté entre sociétés*, *Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 3

Variation annuelle des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées des entreprises sous contrôle étranger, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2022



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, Liens de parenté entre sociétés, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Investissements résidentiels

Québec et ses régions en 2021

Les dépenses en construction résidentielle ont poursuivi leur croissance au Québec (+ 39,9 %) pour atteindre 36,7 G\$ en 2021. Cette hausse est attribuable autant aux nouvelles constructions qu'aux rénovations, qu'elles soient unifamiliales ou multifamiliales.

Toutes les régions administratives ont enregistré une hausse de leurs dépenses. La région administrative du Nord-du-Québec (+ 108,4 %) a enregistré le plus fort taux de croissance annuel. Chaudière-Appalaches (+56,5 %), la Mauricie (+ 50,6 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 48,5 %), le Bas-Saint-Laurent (47,3 %), les Laurentides (+ 44,9 %) et Lanaudière (+ 41,3 %) affichaient des taux de croissance supérieurs à celui de l'ensemble du Québec. En 2021, toutes les RMR de la province ont également enregistré une hausse de leurs dépenses ; la plus forte a été observée pour la RMR de Québec (49,1 %).

Investissements en logiciels et en prospections minières

Baisse des dépenses en logiciels pour 2020

Au Québec, les dépenses en logiciels se chiffrent à 3,0 G\$ en 2020 (voir tableau 2), ce qui constitue une baisse de 10,7 % par rapport aux 3,3 G\$ dépensés en 2019. Cette baisse est principalement attribuable aux régions de Montréal (- 364,0 M\$) et de la Capitale-Nationale (- 110,2 M\$).

Baisse anticipée des dépenses en prospection minière pour 2022

Les dépenses en prospection pétrolière, gazière et minérale au Québec devraient se chiffrer à 814,3 M\$ en 2022, soit une baisse de 158,2 M\$ (- 16,3 %). Les dépenses du Nord-du-Québec seraient en

Figure 4

Variation annuelle des dépenses en construction résidentielle, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2021



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiments et Permis de bâtir*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

décroissance de 203,0 M\$, alors que celles de l'Abitibi-Témiscamingue afficheraient une hausse de 65,6 M\$.

Révision des données provisoires 2020 et des intentions 2021 des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles diffusées en 2021

Dans l'ensemble du Québec, les données réelles 2020 des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles ont été révisées à la baisse de 0,9 % par rapport aux données provisoires 2020 (voir [tableau 3, p. 11](#)). Cependant, les estimations

pour certaines régions ont été fortement majorées : c'est notamment le cas pour l'Outaouais (+ 49,0 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 15,9 %). Pour ce qui est de la révision des données provisoires de 2020 et des intentions de 2021, on a constaté que la baisse se chiffrait à 1,6 % pour l'ensemble du Québec. Par contre, certaines régions ont fait l'objet d'une importante révision à la hausse, dont l'Outaouais (+ 36,9 %) et Laval (+ 36,2 %). Uniquement pour 2021, la révision des données pour les régions de l'Estrie et de la Montérégie est en partie attribuable aux changements apportés aux limites géographiques¹.

1. Le 28 juillet 2021, date de publication du décret gouvernemental 961-2021, les MRC de Brome-Missisquoi et de La Haute-Yamaska sont passées de la Montérégie à l'Estrie.

Définitions des concepts et précisions méthodologiques

Dépenses en immobilisations régionales. La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisations s'appuie essentiellement sur l'*Enquête sur les projets d'investissement au Québec* de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité régionale, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Construction résidentielle régionale. Les estimations des données par régions administratives se basent sur le programme statistique Investissement en construction de bâtiments de Statistique Canada. L'interprétation des dépenses en construction résidentielle par régions administratives doit être faite avec prudence, puisque les données détaillées sur les permis de bâtir utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actifs.

Révision des données provisoires et des intentions. Les données anticipées pour 2022 ainsi que les données provisoires pour 2021, recueillies auprès des entreprises au cours de l'automne 2021, sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Par conséquent, les révisions des dépenses en immobilisations sont importantes entre les intentions, les données provisoires et les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger : présentation des concepts

Il existe plusieurs données sur le thème de l'investissement étranger. Or, cette appellation peut porter à confusion, car elle peut faire référence à plusieurs concepts qui ne sont pas nécessairement comparables entre eux. Dans cette publication, nous faisons référence au concept de dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle (investissement sous contrôle étranger), mais il existe également le concept d'investissement direct étranger et d'investissements étrangers selon le sens de la Loi sur Investissement Canada.

Investissement direct étranger : Les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présenté dans la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada* de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers, telles les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, ce qui

correspond à la détention d'au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément à la Loi sur Investissement Canada. Cette loi vise à instaurer l'examen des investissements importants effectués au Canada par des non-Canadiens afin de garantir ces avantages. De manière générale, les concepts utilisés se rapprochent de l'investissement direct étranger. Cependant, les dispositions de la loi comportent de nombreuses inclusions, exclusions et modulations en fonction du pays d'origine, du secteur industriel, de la propriété privée ou publique et du niveau d'investissement qui ne couvrent pas l'ensemble des investissements directs étrangers.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre ces concepts. L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie, alors que l'investissement direct étranger mesure le changement de propriétés des actifs financiers par les flux transfrontaliers.

Par exemple, la construction d'une usine par une entreprise états-unienne établie au Québec constitue une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'un investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas si elle est financée par la maison mère états-unienne à l'aide des bénéfices non répartis.

Dépenses en immobilisations de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations et formation brute de capital fixe des comptes économiques

Les dépenses en immobilisations ne sont pas harmonisées avec les concepts des comptes économiques. Par conséquent, ces estimations ne sont pas égales à celles de la formation brute de capital fixe que l'on retrouve dans les composantes du produit intérieur brut selon les dépenses de même que celles de l'investissement du programme Stock et consommation de capital fixe non résidentiel de Statistique Canada.

Les données provenant de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada sont la principale source d'information utilisée pour mesurer la formation brute de capital fixe du Système de comptabilité nationale. Cette dernière est un concept plus large, car elle inclut, en plus des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles, celles en bâtiments résidentiels et celles liées

aux produits de propriété intellectuelle. Pour les catégories des dépenses en immobilisations « ouvrages non résidentiels » et « machines et matériel », appelées « construction » et « matériel et outillage » dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, certains ajustements doivent être faits pour qu'elles soient conformes aux comptes économiques.

Ajustements

- Ajout des immobilisations incluses aux dépenses d'exploitation ;
- Ajout des immobilisations à usage commercial provenant d'achats personnels ;
- Déduction des immobilisations à usage personnel provenant d'achats commerciaux ;
- Analyse de la cohérence entre la production, le commerce, les stocks et les investissements pour les voitures, les camions et les aéronefs ;
- Déduction de la valeur des véhicules loués à des fins personnelles ;
- Déduction pour les véhicules automobiles et aéronefs d'occasion, les rebuts et la récupération ;

- Analyse de la cohérence du secteur des administrations publiques avec les données des statistiques de finances publiques canadiennes ;
- Ajout des coûts de transfert ;
- Sectorisation et reclassification de certains répondants de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations entre les secteurs des entreprises*, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages ;
- Équilibrage des tableaux des ressources et des emplois.

La différence entre les dépenses en immobilisations publiques de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* et la formation brute

de capital fixe des administrations publiques des comptes économiques est principalement le traitement des entreprises publiques qui diffère entre les deux produits de données. Dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, les dépenses en immobilisations des entreprises publiques sont considérées comme faisant partie de l'univers public, alors que dans les comptes économiques provinciaux, ces investissements se retrouvent majoritairement dans le secteur des entreprises. Seule une partie des dépenses en immobilisations des entreprises publiques locales, soit les dépenses en immobilisations liées aux réseaux d'aqueducs, se retrouve dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales dans les comptes économiques.

Définitions

Dépenses en immobilisations ou investissements

Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements de propriété publique

Dépenses en immobilisations des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

Dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle ou investissements sous contrôle étranger

Dépenses faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer le contrôle de la société à une personne ou à une entreprise, le lieu de son siège social est utilisé.

Constructions résidentielles

Constructions permanentes qui produisent un service de logement. Les constructions doivent avoir une salle de bain et une cuisine pour chaque logement. Elles comprennent, entre autres, les maisons, appartements, garages, chalets et maisons mobiles.

Tableau 1

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie, la propriété et l'actif, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, intentions 2022

	Unité	Industrie (SCIAN)		Propriété		Actif		Total
		Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage	
Régions administratives								
Bas-Saint-Laurent	M\$	260,1	860,8	387,5	733,3	764,8	356,1	1 120,9
	TCA (%)	2,0	4,6	9,1	1,5	2,9	6,5	4,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	M\$	1 360,4	1 006,7	1 462,6	904,5	1 103,4	1 263,6	2 367,1
	TCA (%)	2,7	15,1	16,8	- 4,4	- 4,3	20,8	7,7
Capitale-Nationale	M\$	780,8	3 946,4	1 762,6	2 964,6	2 875,9	1 851,3	4 727,2
	TCA (%)	11,8	24,7	4,1	36,7	30,9	11,2	22,4
Mauricie	M\$	563,7	561,9	401,6	724,1	741,5	384,2	1 125,6
	TCA (%)	4,9	13,1	- 4,5	18,0	14,1	0,0	8,8
Estrie	M\$	1 043,7	1 237,6	1 393,5	887,8	1 237,3	1 044,0	2 281,3
	TCA (%)	15,6	22,6	19,9	18,3	24,3	13,8	19,3
Montréal	M\$	2 441,5	13 620,9	7 526,5	8 536,0	10 480,5	5 582,0	16 062,5
	TCA (%)	25,6	7,9	8,6	11,8	12,1	7,0	10,3
Outaouais	M\$	424,6	1 260,2	549,5	1 135,2	1 203,9	480,9	1 684,8
	TCA (%)	1,0	20,1	10,0	17,1	14,5	14,9	14,7
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 706,7	448,5	1 726,3	428,9	1 586,9	568,4	2 155,3
	TCA (%)	36,0	- 31,8	39,7	- 36,6	6,0	36,6	12,7
Côte-Nord	M\$	1 721,7	841,6	1 131,0	1 432,3	2 023,4	540,0	2 563,3
	TCA (%)	- 6,3	23,7	0,1	3,2	1,9	1,5	1,8
Nord-du-Québec	M\$	1 698,2	190,6	809,9	1 078,9	1 484,4	404,4	1 888,8
	TCA (%)	45,2	- 2,2	33,8	42,1	36,5	46,0	38,4
Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	M\$	191,5	531,1	246,9	475,8	490,3	232,3	722,6
	TCA (%)	13,9	- 7,4	10,9	- 8,3	- 1,2	- 5,2	- 2,5
Chaudière-Appalaches	M\$	1 230,2	1 394,1	1 145,7	1 478,6	1 805,1	819,3	2 624,3
	TCA (%)	10,9	43,7	2,5	53,9	35,2	10,1	26,2
Laval	M\$	335,8	1 527,8	764,9	1 098,7	1 226,8	636,8	1 863,6
	TCA (%)	- 0,9	7,8	- 8,5	19,3	10,2	- 1,1	6,1
Lanaudière	M\$	522,0	1 020,2	766,8	775,4	999,5	542,7	1 542,2
	TCA (%)	..	..	7,0	4,4	4,4	8,1	5,7
Laurentides	M\$	972,3	1 666,6	1 243,9	1 395,1	1 646,9	992,1	2 638,9
	TCA (%)	- 1,5	14,4	- 5,6	23,9	12,7	0,9	8,0
Montréal	M\$	2 553,2	3 955,0	3 592,0	2 916,2	3 975,8	2 532,3	6 508,2
	TCA (%)	9,5	7,6	4,4	13,6	14,2	0,2	8,3
Centre-du-Québec	M\$	704,2	551,8	685,2	570,8	783,5	472,5	1 256,0
	TCA (%)	23,3	0,6	3,6	24,5	17,6	4,3	12,2
Régions métropolitaines de recensement								
Saguenay	M\$	570,8	718,1	989,5	299,4	453,2	835,7	1 288,9
	TCA (%)	23,3	20,7	22,2	20,8	17,5	24,4	21,9
Québec	M\$	851,3	4 195,2	2 034,1	3 012,5	3 176,4	1 870,2	5 046,6
	TCA (%)	- 2,8	32,7	1,2	48,6	35,2	10,8	25,0
Sherbrooke	M\$	283,2	826,0	555,1	554,1	685,6	423,6	1 109,3
	TCA (%)	55,6	46,3	52,6	44,8	57,0	36,7	48,6
Trois-Rivières	M\$	283,9	429,8	361,0	352,6	445,6	268,1	713,7
	TCA (%)	- 5,1	12,8	- 11,9	30,5	14,1	- 7,3	5,0
Montréal	M\$	4 623,8	20 043,1	11 898,9	12 768,0	15 979,7	8 687,2	24 666,9
	TCA (%)	13,0	7,7	4,4	12,9	12,0	3,0	8,6
Ottawa-Gatineau¹	M\$	275,0	1 148,4	491,6	931,8	1 036,5	386,9	1 423,4
	TCA (%)	8,0	23,4	11,2	25,4	19,2	22,6	20,1
Ensemble du Québec	M\$	18 510,5	34 622,0	25 596,2	27 536,3	34 429,9	18 702,6	53 132,5
	TCA (%)	..	..	8,5	15,1	13,9	8,1	11,8

1. Ottawa-Gatineau : Partie québécoise uniquement.

TCA (%) : Taux de croissance annuel.

SCIAN : Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2

Dépenses en immobilisations non résidentielles selon le pays de contrôle, dépenses en immobilisations résidentielles et dépenses liées à certains produits de propriété intellectuelle, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2020 à 2022

	Unité	Pays de contrôle		Résidentielle		Produits de propriété intellectuelle	
		2022 ⁱ		2021		2022 ⁱ	2020
		Canada	Étranger	Construction	Rénovation	Prospection	Logiciel
Régions administratives							
Bas-Saint-Laurent	M\$	365,5	22,1	193,4	411,9	x	41,4
	TCA (%)	7,7	39,9	81,8	35,3	..	68,3
Saguenay– Lac-Saint-Jean	M\$	854,5	608,1	255,5	551,1	38,3	52,2
	TCA (%)	14,4	20,3	55,2	0,4	560,3	15,2
Capitale-Nationale	M\$	1 277,7	484,9	1 555,2	1 324,8	x	601,8
	TCA (%)	– 0,8	19,6	39,0	35,5	..	– 15,5
Mauricie	M\$	353,4	48,2	373,8	591,2	4,2	60,0
	TCA (%)	– 6,6	14,2	93,0	32,2	– 14,3	41,2
Estrie	M\$	1 228,1	165,4	805,1	839,8	–	103,1
	TCA (%)	20,8	13,6	..	..	..	– 1,0
Montréal	M\$	6 352,7	1 173,8	2 570,3	6 038,6	–	1 123,7
	TCA (%)	11,7	– 5,7	14,9	42,4	..	– 24,5
Outaouais	M\$	515,2	34,3	955,4	654,0	x	186,8
	TCA (%)	9,6	16,7	44,5	14,9	..	29,5
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 637,3	89,1	129,7	398,5	364,2	40,1
	TCA (%)	40,7	23,9	48,2	48,6	22,0	23,4
Côte-Nord	M\$	665,0	466,0	13,2	84,6	62,4	41,6
	TCA (%)	– 2,3	3,7	2,3	7,5	– 49,5	8,6
Nord-du-Québec	M\$	214,9	594,9	15,3	47,0	323,9	45,2
	TCA (%)	..	..	595,5	69,1	– 38,5	42,6
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	M\$	x	x	84,5	198,2	x	16,9
	TCA (%)	..	..	42,5	7,0	..	15,0
Chaudière-Appalaches	M\$	971,5	174,2	865,8	1 335,3	x	117,7
	TCA (%)	5,4	– 11,2	48,0	62,6	..	22,5
Laval	M\$	644,6	120,3	779,9	567,9	–	69,3
	TCA (%)	– 10,4	3,6	29,1	21,9	..	– 19,0
Lanaudière	M\$	x	x	1 547,9	1 071,3	x	50,0
	TCA (%)	..	..	43,8	37,8	..	– 39,9
Laurentides	M\$	1 088,6	155,3	2 146,5	1 612,4	x	76,8
	TCA (%)	2,0	– 38,2	49,1	39,8	..	– 1,9
Montréal	M\$	2 934,7	657,3	3 549,8	4 238,7	0,1	315,2
	TCA (%)	10,8	– 17,1	..	..	..	13,5
Centre-du-Québec	M\$	603,5	81,6	388,8	456,7	0,1	43,4
	TCA (%)	5,7	– 9,2	44,9	21,9	0,0	– 2,0
Régions métropolitaines de recensement							
Saguenay	M\$	485,8	503,7	165,0	329,6	..	27,0
	TCA (%)	19,2	25,3	62,7	9,6	..	– 10,3
Québec	M\$	1 476,3	557,7	1 932,1	1 874,4	..	546,5
	TCA (%)	– 2,0	11,0	35,8	65,7	..	– 25,4
Sherbrooke	M\$	509,7	45,4	592,9	592,0	..	64,3
	TCA (%)	64,0	– 14,2	53,2	25,0	..	18,6
Trois-Rivières	M\$	325,1	36,0	248,1	375,5	..	19,7
	TCA (%)	– 10,2	– 24,5	79,8	32,5	..	– 35,6
Montréal	M\$	10 128,5	1 770,4	7 667,5	10 887,2	..	1 433,0
	TCA (%)	9,4	– 17,0	31,3	37,9	..	– 21,4
Ottawa-Gatineau ¹	M\$	463,3	28,3	883,1	560,6	..	159,3
	TCA (%)	11,3	9,3	42,2	16,0	..	18,9
Ensemble du Québec	M\$	20 607,7	4 988,5	16 230,1	20 422,1	814,3	2 985,2
	TCA (%)	9,8	3,2	43,0	37,5	– 16,3	– 10,7

1. Ottawa-Gatineau : Partie québécoise uniquement.

TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Liens de parenté entre sociétés, Permis de bâtir, Recensement de l'agriculture et Investissement en construction résidentielle*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3

Différences entre les données réelles, provisoires et perspectives, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2020-2021

					Variation	
	2020 ^p	2020	2021 ⁱ	2021 ^p	2020 ^p /2020	2021 ⁱ /2021 ^p
	M\$				%	
Régions administratives						
Bas-Saint-Laurent	1 041,5	977,8	1 120,9	1 077,8	- 6,1	- 3,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 862,5	1 804,5	2 132,7	2 198,6	- 3,1	3,1
Capitale-Nationale	4 407,8	4 010,9	4 840,3	3 861,9	- 9,0	- 20,2
Mauricie	1 022,6	1 040,2	1 048,3	1 034,2	1,7	- 1,3
Estrie	1 627,3	1 459,6	1 644,9	1 912,6	- 10,3	16,3
Montréal	14 248,5	14 077,3	16 498,4	14 568,0	- 1,2	- 11,7
Outaouais	1 022,8	1 523,8	1 073,6	1 469,4	49,0	36,9
Abitibi-Témiscamingue	1 461,3	1 534,8	1 612,0	1 912,4	5,0	18,6
Côte-Nord	1 903,4	1 896,4	2 479,1	2 518,4	- 0,4	1,6
Nord-du-Québec	1 008,3	936,1	1 151,1	1 364,5	- 7,2	18,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	596,8	691,5	631,6	741,4	15,9	17,4
Chaudière-Appalaches	1 759,0	1 776,0	1 862,2	2 079,1	1,0	11,6
Laval	1 176,0	1 154,1	1 289,5	1 756,5	- 1,9	36,2
Lanaudière	1 193,1	1 316,2	1 409,7	1 459,7	10,3	3,5
Laurentides	1 894,6	1 870,0	2 074,6	2 444,3	- 1,3	17,8
Montérégie	6 297,3	6 109,5	6 207,0	6 007,4	- 3,0	- 3,2
Centre-du-Québec	1 033,3	993,5	1 218,2	1 119,4	- 3,9	- 8,1
Régions métropolitaines de recensement						
Saguenay	1 020,4	919,4	1 098,3	1 057,5	- 9,9	- 3,7
Québec	4 323,7	3 991,0	4 962,1	4 036,5	- 7,7	- 18,7
Sherbrooke	1 109,3	981,3	1 044,3	746,5	- 11,5	- 28,5
Trois-Rivières	597,8	618,7	602,8	679,8	3,5	12,8
Montréal	21 181,8	20 896,8	23 482,7	22 703,7	- 1,3	- 3,3
Ottawa-Gatineau ¹	822,4	1 264,6	898,5	1 185,0	53,8	31,9
Ensemble du Québec	43 556,2	43 172,1	48 293,9	47 525,5	- 0,9	- 1,6

1. Ottawa-Gatineau : Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Dans la collection *Investissements privés et publics*

À paraître

Perspectives québécoises, intentions 2023

Mars 2023

Sur le Web

Pour l'ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement, les données détaillées relatives aux dépenses en immobilisations pour la période allant de 2006 à 2022 sont disponibles à l'adresse suivante : statistique.quebec.ca/fr/recherche?sujet=investissements

Symboles

\$	En dollars
M	En millions
G	En milliards
%	Pourcentage

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
p	Donnée provisoire
i	Intentions
x	Donnée confidentielle

Indicateurs de qualité

*	Passable
**	À utiliser avec prudence
F	Peu fiable, ne peut être publiée

Note

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Notice bibliographique suggérée

MARCHAND, Guillaume (2022). « Québec et ses régions, intentions 2022 », *Investissements privés et publics*, [En ligne], juillet, Institut de la statistique du Québec, p. 1-12. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/investissements-prives-publics-quebec-regions-intentions-2022.pdf].

Ce bulletin a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Guillaume Marchand

Direction des statistiques économiques :

Mario Beaulieu

Révision linguistique et édition :

Direction de la diffusion et des communications

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cjd@stat.gouv.qc.ca

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3^e trimestre 2022
ISSN 2563-6286 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2020

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction